



Distr. générale
28 juin 2021

Français
Original : anglais



**Programme
des Nations Unies
pour l'environnement**

**Conférence des Parties à la Convention de Vienne
pour la protection de la couche d'ozone
Douzième réunion (partie II)**

En ligne, 23–29 octobre 2021

Point 3 de l'ordre du jour provisoire du segment préparatoire*

**Rapports financiers et budgets des Fonds d'affectation
spéciale pour la Convention de Vienne et le Protocole
de Montréal**

**Révision proposée du budget approuvé pour 2021 et projets
de budget pour la période triennale 2022–2024 du Fonds
d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour
la protection de la couche d'ozone**

Note du Secrétariat

I. Introduction

1. La présente note expose la révision proposée du budget approuvé pour 2021 et les projets de budget pour la période triennale 2022–2024 du Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone. La section II examine les incidences budgétaires de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ; la section III contient les budgets détaillés ; la section IV présente les projections concernant le solde de trésorerie et les options de financement possibles ; et la section V contient des observations importantes portées à l'attention des Parties. On trouvera dans l'annexe I à la présente note les budgets détaillés, dans l'annexe II l'organigramme et les tableaux d'effectifs du Secrétariat et dans l'annexe III le barème des contributions à verser par les Parties pour la période triennale 2022-2024, sur la base des options de financement du budget envisagées à la section IV.

2. Le budget révisé proposé pour 2021 et les projets de budget pour la période triennale 2022–2024 ont été examinés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et approuvés comme étant conforme au paragraphe 17 du mandat pour l'administration du Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne.

3. Tout au long de la présente note, toute référence au dollar (\$) s'entend du dollar des États-Unis.

* UNEP/OzL.Conv.12(II)/1–UNEP/OzL.Pro.33/1.

II. Incidences de la pandémie de coronavirus sur l'exécution du budget

4. En 2020, les réunions des traités sur l'ozone se sont tenues en ligne avec un ordre du jour réduit, permettant de réaliser des économies au titre du coût des services de conférence et des voyages internationaux¹. Les réunions prévues au premier semestre de l'année 2021 se sont également tenues en ligne² et n'ont porté que sur un petit nombre de questions inscrites à l'ordre du jour.

5. Les réunions de la Conférence des Parties à la Convention de Vienne, de son Bureau et des Directeurs de recherches sur l'ozone ont lieu tous les trois ans et auraient dû avoir lieu en 2020. Toutefois, en raison de la pandémie, la onzième réunion des Directeurs de recherches sur l'ozone et la douzième réunion de la Conférence des Parties ont été scindées en deux, la première partie ayant été convoquée en 2020 et la seconde en 2021. Les questions prévues pour examen à la quatrième séance de l'ordre du jour de la onzième réunion des Directeurs de recherches sur l'ozone ont été abordées durant la partie I de la réunion en ligne, les 7 et 8 octobre 2020³. Durant la partie I de sa douzième réunion, la Conférence des Parties a examiné et approuvé uniquement le budget pour 2021 du Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne, lançant ainsi un nouveau cycle triennal qui couvrira la période 2022–2024 au lieu de couvrir la période 2021–2023. La partie II de la onzième réunion des Directeurs de recherches sur l'ozone se déroulera également en ligne, du 19 au 23 juillet 2021.

6. La tenue conjointe de la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Vienne (partie II) et de la trente-troisième Réunion des Parties au Protocole de Montréal aurait dû avoir lieu du 25 au 29 octobre 2021. Toutefois, compte tenu du maintien des restrictions concernant les voyages internationaux et les grands rassemblements, la décision de convoquer cette réunion conjointe en ligne a été prise et notifiée aux Parties⁴. Pour examiner les points prioritaires de l'ordre du jour, la réunion conjointe sera prolongée de deux jours et sera précédée de réunions informatives et informelles durant la période préparatoire, qui se déroulera entre le 5 et le 18 octobre 2021. Dans la présente note, le budget révisé pour 2021 et le montant des contributions pour 2022 reposent sur l'hypothèse selon laquelle la réunion conjointe se déroulera en ligne du 23 au 29 octobre et les réunions informatives et informelles connexes du 5 au 18 octobre 2021.

7. Les options de financement possible pour la période triennale, tenant compte des incidences de la pandémie évoquées plus haut, sont présentées dans la section IV.

III. Budgets pour 2021 et pour la période triennale 2022–2024

A. Budget révisé pour 2021

8. Le budget révisé proposé pour 2021 (1 083 488 dollars) est inférieur de 286 512 dollars par rapport au budget approuvé (1 370 000 dollars), les réductions effectuées correspondant à :

a) Un montant non dépensé (38 550 dollars) au titre des dépenses de personnel, sur la base du coût effectif du précédent poste de Secrétaire exécutive à la classe D-2 pour trois mois (premier trimestre de 2021) ; le montant non dépensé pour le deuxième trimestre de 2021 n'apparaît pas dans le budget révisé, mais a été retenu pour couvrir l'entrée en fonctions et l'installation du spécialiste des communications, les coûts effectifs y afférents étant inconnus lorsque le budget a été établi ;

b) Un montant non dépensé (15 000 dollars) au titre du coût des réunions, afférent aux dépenses de représentation, les réunions s'étant tenues en ligne. Conformément au paragraphe 6 ci-dessus, le montant approuvé pour la douzième réunion de la Conférence des Parties (partie II) a été retenu intégralement pour couvrir le coût des jours supplémentaires de la réunion ;

¹ UNEP/OzL.Conv.12(I)/5–UNEP/OzL.Pro.32/5.

² Voir la lettre du Secrétariat en date du 6 avril 2021 présentant le plan d'urgence des réunions des traités sur l'ozone.

³ <https://ozone.unep.org/meetings/11th-meeting-ozone-research-managers>.

⁴ Voir la lettre du Secrétariat en date du 28 juin 2021 présentant le plan d'urgence des réunions des traités sur l'ozone (<https://ozone.unep.org/update-contingency-plan-meetings-ozone-treaties-2021>).

- c) Un montant non dépensé (180 000 dollars) pour la participation en présentiel des représentants des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 (« Parties visées à l'article 5 ») ;
 - d) Un montant non dépensé (20 000 dollars) au titre des frais de voyage du personnel en mission, dont une partie (10 000 dollars) sera retenue par précaution pour couvrir d'éventuels frais de voyage imprévus ;
 - e) Compte tenu des alinéas a) à d) ci-dessus, une diminution correspondante (32 962 dollars) au titre des dépenses d'appui au programme.
9. Une nouvelle mise à jour sur l'exécution du budget, l'état des contributions et le solde de trésorerie au 30 septembre 2021 sera fournie dans un document d'information (UNEP/OzLConv.12(II)/INF/2-UNEP/OzL.Pro.33/INF/2).

B. Budgets proposés pour la période triennale 2022–2024

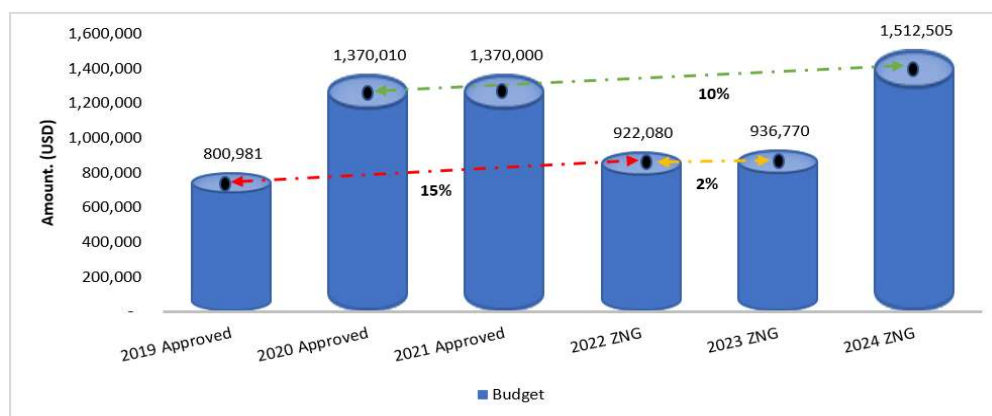
10. Au paragraphe 11 de la décision XII/2, les Parties ont demandé au Secrétariat de préparer deux scénarios budgétaires et programmes de travail sur la base des ressources nécessaires projetées pour la période triennale, comme suit :

- a) Un scénario budgétaire à croissance nominale zéro ;
- b) Un scénario incorporant les nouveaux ajustements qu'il a été recommandé d'apporter au premier scénario, ainsi que les surcoûts ou économies y afférents.

11. Étant donné que le budget ne contient qu'un nombre très limité de catégories de dépenses, le Secrétariat ne voit pas beaucoup de possibilités d'ajuster les coûts entre ces catégories de dépenses sur une année pour arriver à différents scénarios. Ainsi, le budget pour 2022 par rapport au budget approuvé pour 2019, années durant lesquelles la Conférence des Parties ne s'est pas réunie, diffère essentiellement pour ce qui concerne la rubrique des dépenses de personnel, les différences apportées découlant de la provision pour l'inflation annuelle et de la demande de création d'un poste d'informaticien (P-3). En outre, ces dix dernières années, le Secrétariat a dépensé moins que les budgets annuels approuvés et s'est cependant acquitté pleinement du mandat que lui ont confié les Parties. Le Secrétariat a soigneusement examiné ses besoins et en a conclu qu'ils étaient bien pris en compte dans les scénarios à budget unique présentés pour chaque année de la période triennale.

12. Le budget pour 2022 est supérieur de 15 % par rapport au budget de l'année 2019 – année la plus récente sans réunions – tandis que le budget pour 2023 est supérieur de 2 % par rapport au budget de l'année 2020. Le budget pour 2024 est supérieur de 10 % par rapport au budget des années les plus récentes sans réunions (2020 et 2021). La Figure 1 indique la comparaison par rapport aux budgets approuvés pour les années 2019, 2020 et 2021.

Figure 1
Comparaison entre le budget proposé pour la période triennale 2022–2024 et les budgets approuvés pour les années 2019, 2020 et 2021



Amount (USD)	Montant (en dollars)
Approved	Approuvé

Abréviation : ZNG = CNZ = Croissance nominale zéro.

13. Les mouvements entre les différentes catégories de coûts sur la période triennale sont les suivants :

a) Les traitements, indemnités et prestations en 2022 accusent une augmentation de 2 % pour inflation, plus 50 % du coût d'un poste d'informaticien (P-3), comme expliqué au paragraphe 15 a) ii) du document UNEP/OzL.Pro.33/4. Les augmentations de 2 % prévues en 2023 et 2024 correspondent à la provision pour inflation ;

b) Le coût des services de conférence (317 000 dollars) et les dépenses de participation (180 000 dollars) des Parties visées à l'article 5 aux réunions des Directeurs de recherches sur l'ozone et de la Conférence des Parties et de son Bureau en 2024 ont été maintenus au même niveau qu'en 2020 et 2021, les réunions prévues pour ces deux années étant similaires ;

c) Les frais de voyage du personnel en mission ont été maintenus à 30 000 dollars pour les trois années considérées ;

d) En 2024, le coût de la location des locaux de bureau a été supérieur de 1 000 dollars par suite de l'inflation, et les frais d'établissement des rapports supérieurs de 7 500 dollars pour les réunions mentionnées à l'alinéa b) ci-dessus, le montant total des dépenses opérationnelles étant resté inférieur à celui de l'année 2021 ;

e) Les dépenses accessoires, qui couvrent les célébrations de la Journée internationale de la protection de la couche d'ozone, les communications et les frais de port ont été maintenues au même niveau (35 000 dollars) pour les trois années.

IV. Projections du solde de trésorerie et options de financement pour la période triennale 2022–2024

14. À sa onzième réunion et durant la partie I de sa douzième réunion, la Conférence des Parties a approuvé des contributions d'un montant de 986 000 dollars pour 2020 (décision XI/3, par. 5) et pour 2021 (décision XII/2, par. 3), soit moins que les budgets approuvés (1 370 000 dollars) pour ces années, étant entendu que le Secrétariat assumerait la différence entre le montant effectif des contributions pour une année donnée en prélevant sur le solde de trésorerie. Le montant total des contributions reçues en 2020 s'est élevé à 1 096 399 dollars. En raison de la pandémie, les réunions se sont tenues en ligne et les frais de voyage y afférents n'ont pas été encourus, d'où un faible montant des dépenses à ce titre (752 713 dollars). Au 31 décembre 2020, le solde de trésorerie s'élevait à 1 869 922 dollars contre un solde projeté de 2 040 997 dollars.

15. En 2021, le Secrétariat compte recevoir 100 % des contributions prévues, ce qui pourrait inclure un règlement des arriérés de contributions pour des exercices antérieurs. Au vu du budget révisé proposé (1 083 488 dollars) (section III.A), le Secrétariat projette un solde de trésorerie de 1 772 434 dollars en fin d'année (voir le tableau 1).

Tableau 1

Prévisions des recettes et des dépenses et du solde de trésorerie en 2021

(En dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>Montant</i>
Solde de trésorerie au 31 décembre 2020	1 869 922
Plus : les recettes estimatives en 2021	986 000
Moins : les dépenses estimatives en 2021	1 083 488
Solde de trésorerie au 31 décembre 2021	1 772 434

16. Compte tenu de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les activités prévues en 2021, d'où il ressort qu'une partie du budget sera non dépensée, les deux options de financement ci-après du budget de l'année 2022 sont proposées :

a) Option 1 : réduire le budget proposé de 70 % de la portion non dépensée du budget alloué au coût des réunions et des frais de voyage y afférents en 2021, comme indiqué au tableau 2, d'où il résulterait des contributions attendues d'un montant de 752 015 dollars, soit 24 % de moins que le montant des contributions approuvé pour 2021 ;

b) Option 2 : réduire le budget proposé de 100 % de la portion non dépensée, comme indiqué au tableau 2, d'où il résulterait des contributions attendues d'un montant de 679 130 dollars, soit 31 % de moins que le montant des contributions approuvé pour 2021.

17. Les Parties souhaiteront peut-être envisager ces deux options pour fixer le montant des contributions, en gardant à l'esprit les fluctuations interannuelles des contributions des Parties et le besoin de stabilité du solde de trésorerie au cours de la période triennale, tout en le réduisant.

Tableau 2

Budget non dépensé des réunions et des voyages en mission en 2021

(En dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de coûts</i>	<i>Budget approuvé</i>	<i>Dépenses estimatives</i>	<i>Budget non dépensé</i>
Coût des réunions			
Coût des services de conférence : Conférence des Parties	252 000	252 000	–
Coût des services de conférence : Bureau	20 000	20 000	–
Coût des services de conférence : Directeurs de recherches sur l'ozone	7 000	7 000	–
Dépenses de représentation	15 000	–	15 000
Total partiel : coût des réunions	294 000	279 000	15 000
Frais de voyage des Parties visées à l'article 5			
Réunions du Bureau	20 000	–	20 000
Réunion des Directeurs de recherches sur l'ozone	160 000	–	160 000
Total partiel : frais de voyage des Parties visées à l'article 5	180 000	–	180 000
Frais de voyage du personnel en mission	30 000	10 000	20 000
Total des coûts directs	504 000	289 000	215 000
Dépenses d'appui au programme (13 %)	65 520	375 70	27 950
Total, y compris les dépenses d'appui au programme	569 520	326 570	242 950

18. Conformément aux considérations notées ci-dessus au paragraphe 16, et vu que les budgets et le montant des contributions sont approuvés sur une base triennale, nécessitant le maintien d'un solde de trésorerie adéquat pendant la totalité de cette période, le Secrétariat propose que :

a) Les contributions pour 2023 soient maintenues au même niveau que pour l'année 2019 (863 000 dollars), soit 15 % de plus que pour l'option 1 et 27 % de plus que pour l'option 2 proposées pour les contributions de l'année 2022 ;

b) Les contributions pour 2024 soient maintenues au même niveau que pour 2020 et 2021 (986 000 dollars), soit 14 % de plus que le montant des contributions proposé pour 2023. Les réunions de la Convention de Vienne concernent les années 2020, 2021 et 2024.

19. L'annexe III présente le barème des contributions des Parties pour la période triennale 2022–2024, avec deux options pour 2022. Le Tableau 3 montre les projections des soldes de trésorerie en fin d'exercice pour la période triennale, tandis que la Figure 2 montre l'évolution du solde de trésorerie en fin d'année sur la période 2014–2024, les montants indiqués pour la période 2021–2024 étant des projections. Ces projections ont été calculées sur la base des hypothèses suivantes :

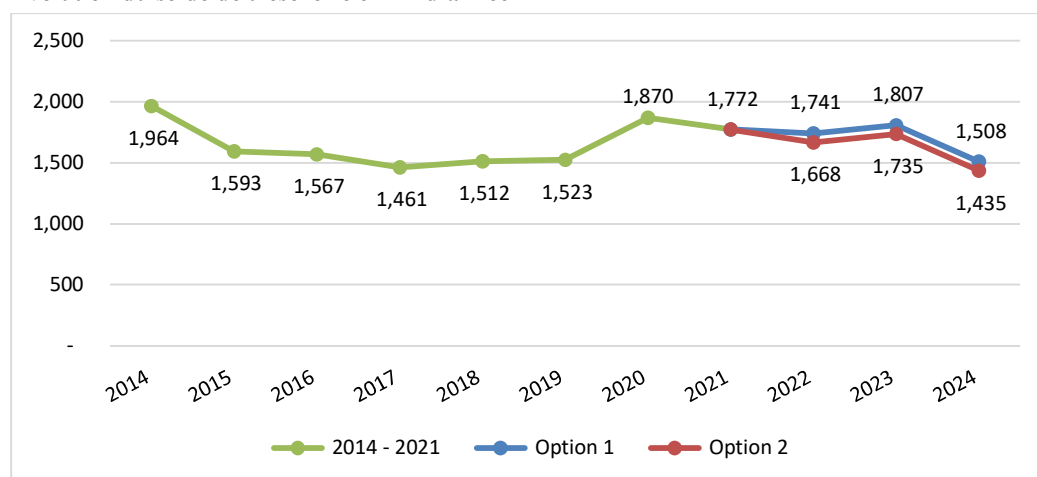
a) Les contributions seront reçues au montant des contributions approuvées pour l'année, qui pourrait inclure le versement d'arriérés de contributions pour des exercices antérieurs ;

b) Les dépenses seront à hauteur de 85 % du budget approuvé.

Tableau 3
Projections des soldes de trésorerie en fin d'année pour la période triennale 2022–2024
 (En dollars des États-Unis)

	2022		2023		2024	
	Option 1	Option 2	Option 1	Option 2	Option 1	Option 2
<i>Budget à croissance nominale zéro</i>	922 080	922 080	936 770	936 770	1 512 505	1 512 505
Solde de trésorerie au 31 décembre	1 772 434	1 772 434	1 740 681	1 667 796	1 807 426	1 734 541
Plus : contributions fixées à 100 % du montant escompté	752 015	679 130	863 000	863 000	986 000	986 000
Moins : dépenses fixées à 85 % du budget	783 768	783 768	796 255	796 255	1 285 629	1 285 629
Solde de trésorerie au 31 décembre	1 740 681	1 667 796	1 807 426	1 734 541	1 507 797	1 434 912

Figure 2
Évolution du solde de trésorerie en fin d'année



V. Principales observations

20. Les Parties souhaiteront peut-être tenir compte des observations suivantes durant leurs délibérations :

- a) Compte tenu du nombre limité de catégories de dépenses prévues dans le budget et du coût supplémentaire minime que constituerait un scénario reposant sur de nouveaux ajustements recommandés, seul un scénario budgétaire a été préparé pour chacune des années de la période triennale ;
- b) Les budgets proposés incluent une demande de création d'un poste d'informaticien (P-3), qui devrait, selon le Secrétariat, contribuer à l'efficacité, l'efficience et l'indépendance de ses opérations dans le domaine des technologies de l'information. Il est proposé que ce poste soit financé à parts égales entre les deux Fonds d'affectation spéciale des traités sur l'ozone ;
- c) Deux options de financement ont été présentées pour la première année de la période triennale, compte tenu de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les activités prévues en 2021 ;
- d) Le montant des contributions proposé pour 2023 et 2024 vise à réduire au minimum les fluctuations du montant versé chaque année par les Parties et à maintenir un solde de trésorerie plus modeste mais suffisant durant les années précédant la prochaine réunion de la Conférence des Parties ;
- e) Une nouvelle mise à jour sur l'exécution du budget de l'année 2021, l'état des contributions et le solde de trésorerie au 30 septembre 2021 sera soumise à l'examen des Parties dans la note du Secrétariat sur la question (UNEP/OzL Conv.12(II)/INF/2–UNEP/OzL Pro.33/INF/2).

Annexe I

Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone : budget révisé proposé pour 2021 et projets de budget pour la période triennale 2022–2024

Tableau 1
Résumé des révisions budgétaires pour 2021
(En dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de coûts</i>	<i>Montants approuvés pour 2021</i>	<i>Montants révisés pour 2021</i>	<i>Différence</i>	<i>Variation en pourcentage</i>
Traitements, indemnités et prestations	602 000	563 450	(38 550)	(6)
Coût des réunions	304 000	289 000	(15 000)	(5)
Participation des Parties visées à l'article 5 aux réunions	180 000	–	(180 000)	(100)
Frais de voyage du personnel en mission	30 000	10 000	(20 000)	(67)
Autres dépenses de fonctionnement : fournitures et consommables	96 389	96 389	–	–
Total partiel	1 212 389	958 839	(253 550)	(21)
Dépenses d'appui au programme (13 %)	157 611	124 649	(32 962)	(21)
Total	1 370 000	1 083 488	(286 512)	(21)

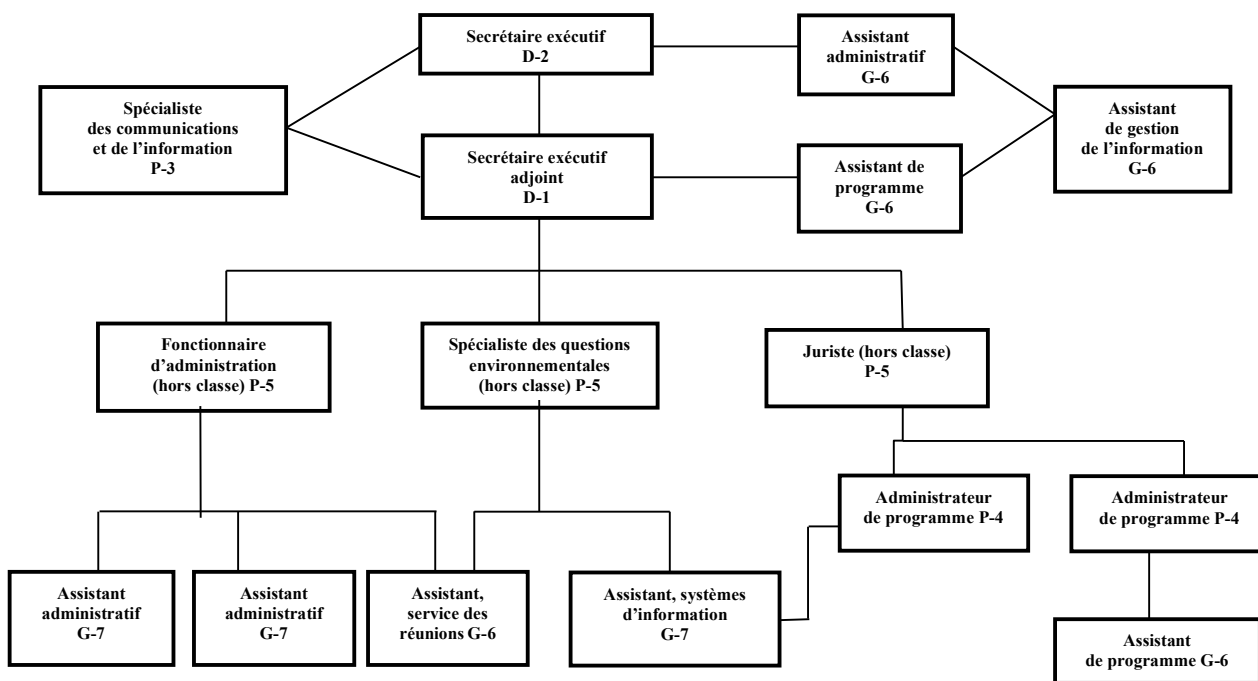
Tableau 2
Propositions budgétaires détaillées pour 2021 et pour la période triennale 2022–2024
(En dollars des États-Unis)

<i>Ligne budgétaire</i>	<i>Catégorie de coûts</i>	<i>Montants approuvés pour 2021</i>	<i>Montants révisés pour 2021</i>	<i>Croissance nominale zéro pour 2022</i>	<i>Croissance nominale zéro pour 2023</i>	<i>Croissance nominale zéro pour 2024</i>
1000	Traitements, indemnités et prestations	602 000	563 450	689 000	702 000	716 000
1300	Coût des réunions					
1322	Coût des services de conférence : réunions préparatoires et réunions des Parties	252 000	252 000	–	–	252 000
1324	Coût des services de conférence : réunions du Bureau	20 000	20 000	–	–	20 000
1327	Coût des services de conférence : réunion des Directeurs de recherches sur l'ozone	7 000	7 000	–	–	20 000
1328	Activités promotionnelles pour la protection de la couche d'ozone	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
5401	Dépenses de représentation	15 000	–	–	–	15 000
	Total partiel : coût des réunions	304 000	289 000	10 000	10 000	317 000
3300	Frais de voyage des Parties visées à l'article 5					
3304	Frais de voyage des Parties visées à l'article 5 : réunions du Bureau	20 000	–	–	–	20 000
3307	Frais de voyage des Parties visées à l'article 5 : réunion des Directeurs de recherches sur l'ozone	160 000	–	–	–	160 000
	Total partiel : frais de voyage des Parties visées à l'article 5	180 000	–	–	–	180 000
1600	Frais de voyage du personnel en mission	30 000	10 000	30 000	30 000	30 000
4000–5000	Autres dépenses de fonctionnement					
4100	Matériel consommable	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000
4200	Matériel non consommable	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
4300	Location des locaux de bureau	19 000	19 000	19 000	19 000	20 000
5100	Utilisation et entretien du matériel	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
5200	Frais d'établissement des rapports	12 500	12 500	5 000	5 000	12 500
5300	Divers	36 889	36 889	35 000	35 000	35 000
	Total partiel : autres dépenses de fonctionnement	96 389	96 389	87 000	87 000	95 500
	Total des coûts directs	1 212 389	958 839	816 000	829 000	1 338 500
	Dépenses d'appui au programme (13 %)	157 611	124 649	106 080	107 770	174 005
	Total général	1 370 000	1 083 488	922 080	936 770	1 512 505

Annexe II

Organigramme et tableaux des effectifs du Secrétariat de l'ozone

Organigramme



Équipe de direction : Secrétaire exécutif, Secrétaire exécutif adjoint, Juriste (hors classe), Spécialiste des questions environnementales (hors classe) et Fonctionnaire d'administration (hors classe)
Équipe chargée de l'administrative et de la gestion : Fonctionnaire d'administration (hors classe) et tous les agents des services généraux
Équipe chargée des questions environnementales et des groupes d'évaluation : Spécialiste des questions environnementales (hors classe) et administrateurs
Équipe chargée des questions juridiques et du respect des obligations : Juriste (hors classe) et administrateurs
Équipe chargée des technologies de l'information : Administrateur de programme, Assistant (gestion de l'information) et Assistant (systèmes d'information)

Classe	Administrateurs	Agents des services généraux	Total
D-2	1	–	1
D-1	1	–	1
P-5	3	–	3
P-4	2	–	2
P-3	1	–	1
G	–	8	8
Total	8	8	16

Tableau des effectifs : postes financés par le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne

Classe	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	Agents des services généraux	Total
D-2 ^a	1	–	1
P-5 ^a	1	–	1
P-3	1	–	1
Agents des services généraux ^b	–	4	4
Total	3	4	7

^a Financé à 50 % par le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne et à 50 % par le Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

^b Deux postes sont financés à 100 % par le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne et deux postes sont financés à 50 % par le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne et à 50 % par le Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal.

Annexe III

Options proposées pour le barème des contributions des Parties au Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone

(En dollars des États-Unis)

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU ajusté avec taux de recouvrement maximal de 22 %</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 1</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 2</i>	<i>Contributions des Parties pour 2023</i>	<i>Contributions des Parties pour 2024</i>
1 Afghanistan	–	–	–	–	–
2 Afrique du Sud	0,271	2 039	1 841	2 340	2 673
3 Albanie	–	–	–	–	–
4 Algérie	0,138	1 034	934	1 187	1 356
5 Allemagne	6,071	45 652	41 228	52 390	59 856
6 Andorre	–	–	–	–	–
7 Angola	–	–	–	–	–
8 Antigua-et-Barbuda	–	–	–	–	–
9 Arabie saoudite	1,168	8 786	7 934	10 082	11 519
10 Argentine	0,912	6 859	6 194	7 871	8 993
11 Arménie	–	–	–	–	–
12 Australie	2,203	16 567	14 961	19 012	21 721
13 Autriche	0,675	5 075	4 583	5 824	6 654
14 Azerbaïdjan	–	–	–	–	–
15 Bahamas	–	–	–	–	–
16 Bahreïn	–	–	–	–	–
17 Bangladesh	–	–	–	–	–
18 Barbados	–	–	–	–	–
19 Bélarus	–	–	–	–	–
20 Belgique	0,818	6 154	5 558	7 063	8 069
21 Belize	–	–	–	–	–

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU ajusté avec taux de recouvrement maximal de 22 %</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 1</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 2</i>	<i>Contributions des Parties pour 2023</i>	<i>Contributions des Parties pour 2024</i>	
22	Bénin	–	–	–	–	
23	Bhoutan	–	–	–	–	
24	Bolivie (État plurinational de)	–	–	–	–	
25	Bosnie-Herzégovine	–	–	–	–	
26	Botswana	–	–	–	–	
27	Brésil	2,939	22 099	19 957	25 360	28 975
28	Brunéi Darussalam	–	–	–	–	–
29	Bulgarie	–	–	–	–	–
30	Burkina Faso	–	–	–	–	–
31	Burundi	–	–	–	–	–
32	Cabo Verde	–	–	–	–	–
33	Cambodge	–	–	–	–	–
34	Cameroun	–	–	–	–	–
35	Canada	2,725	20 495	18 508	23 520	26 871
36	Chili	0,406	3 051	2 755	3 501	4 000
37	Chine	11,967	89 992	81 270	103 274	117 993
38	Chypre	–	–	–	–	–
39	Colombie	0,287	2 159	1 950	2 478	2 831
40	Comores	–	–	–	–	–
41	Congo	–	–	–	–	–
42	Costa Rica	–	–	–	–	–
43	Côte d'Ivoire	–	–	–	–	–
44	Croatie	–	–	–	–	–
45	Cuba	–	–	–	–	–
46	Danemark	0,552	4 153	3 750	4 766	5 445
47	Djibouti	–	–	–	–	–
48	Dominique	–	–	–	–	–
49	Égypte	0,185	1 394	1 259	1 600	1 828

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU ajusté avec taux de recouvrement maximal de 22 %</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 1</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 2</i>	<i>Contributions des Parties pour 2023</i>	<i>Contributions des Parties pour 2024</i>
50	El Salvador	–	–	–	–
51	Émirats arabes unis	0,614	4 618	4 170	5 299
52	Équateur	–	–	–	–
53	Érythrée	–	–	–	–
54	Espagne	2,139	16 087	14 528	18 461
55	Estonie	–	–	–	–
56	Eswatini	–	–	–	–
57	État de Palestine	–	–	–	–
58	États-Unis d'Amérique	21,930	164 917	148 934	189 256
59	Éthiopie	–	–	–	–
60	Fédération de Russie	2,397	18 029	16 282	20 689
61	Fidji	–	–	–	–
62	Finlande	0,420	3 156	2 850	3 622
63	France	4,413	33 186	29 969	38 084
64	Gabon	–	–	–	–
65	Gambie	–	–	–	–
66	Géorgie	–	–	–	–
67	Ghana	–	–	–	–
68	Grèce	0,365	2 744	2 478	3 148
69	Grenade	–	–	–	–
70	Guatemala	–	–	–	–
71	Guinée	–	–	–	–
72	Guinée équatoriale	–	–	–	–
73	Guinée-Bissau	–	–	–	–
74	Guyana	–	–	–	–
75	Haiti	–	–	–	–
76	Honduras	–	–	–	–
77	Hongrie	0,205	1 544	1 395	1 772

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU ajusté avec taux de recouvrement maximal de 22 %</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 1</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 2</i>	<i>Contributions des Parties pour 2023</i>	<i>Contributions des Parties pour 2024</i>
78 Îles Cook	–	–	–	–	–
79 Îles Marshall	–	–	–	–	–
80 Îles Salomon	–	–	–	–	–
81 Inde	0,831	6 252	5 646	7 175	8 197
82 Indonésie	0,541	4 071	3 676	4 671	5 337
83 Iran (République islamique d')	0,397	2 984	2 694	3 424	3 912
84 Iraq	0,129	967	873	1 110	1 268
85 Irlande	0,370	2 781	2 512	3 192	3 646
86 Islande	–	–	–	–	–
87 Israël	0,488	3 673	3 317	4 215	4 816
88 Italie	3,296	24 790	22 387	28 449	32 503
89 Jamaïque	–	–	–	–	–
90 Japon	8,537	64 198	57 976	73 672	84 173
91 Jordanie	–	–	–	–	–
92 Kazakhstan	0,177	1 334	1 205	1 531	1 749
93 Kenya	–	–	–	–	–
94 Kirgizistan	–	–	–	–	–
95 Kiribati	–	–	–	–	–
96 Koweït	0,251	1 889	1 706	2 168	2 477
97 Lesotho	–	–	–	–	–
98 Lettonie	–	–	–	–	–
99 Liban	–	–	–	–	–
100 Libéria	–	–	–	–	–
101 Libye	–	–	–	–	–
102 Liechtenstein	–	–	–	–	–
103 Lituanie	–	–	–	–	–
104 Luxembourg	–	–	–	–	–
105 Macédoine du Nord	–	–	–	–	–

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU ajusté avec taux de recouvrement maximal de 22 %</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 1</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 2</i>	<i>Contributions des Parties pour 2023</i>	<i>Contributions des Parties pour 2024</i>
106 Madagascar	–	–	–	–	–
107 Malaisie	0,340	2 556	2 308	2 933	3 352
108 Malawi	–	–	–	–	–
109 Maldives	–	–	–	–	–
110 Mali	–	–	–	–	–
111 Malte	–	–	–	–	–
112 Maroc	–	–	–	–	–
113 Maurice	–	–	–	–	–
114 Mauritanie	–	–	–	–	–
115 Mexique	1,288	9 685	8 747	11 115	12 699
116 Micronésie (États fédérés)	–	–	–	–	–
117 Monaco	–	–	–	–	–
118 Mongolie	–	–	–	–	–
119 Monténégro	–	–	–	–	–
120 Mozambique	–	–	–	–	–
121 Myanmar	–	–	–	–	–
122 Namibie	–	–	–	–	–
123 Nauru	–	–	–	–	–
124 Népal	–	–	–	–	–
125 Nicaragua	–	–	–	–	–
126 Niger	–	–	–	–	–
127 Nigéria	0,249	1 874	1 692	2 151	2 457
128 Nioué	–	–	–	–	–
129 Norvège	0,752	5 652	5 105	6 486	7 411
130 Nouvelle-Zélande	0,290	2 181	1 970	2 503	2 860
131 Oman	0,115	862	779	989	1 130
132 Ouganda	–	–	–	–	–
133 Ouzbékistan	–	–	–	–	–

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU ajusté avec taux de recouvrement maximal de 22 %</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 1</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 2</i>	<i>Contributions des Parties pour 2023</i>	<i>Contributions des Parties pour 2024</i>
134 Pakistan	0,115	862	779	989	1 130
135 Palaos	–	–	–	–	–
136 Panama	–	–	–	–	–
137 Papouasie-Nouvelle-Guinée	–	–	–	–	–
138 Paraguay	–	–	–	–	–
139 Pays-Bas	1,352	10 165	9 180	11 665	13 328
140 Pérou	0,152	1 139	1 029	1 307	1 494
141 Philippines	0,204	1 537	1 388	1 763	2 015
142 Pologne	0,799	6 012	5 429	6 899	7 883
143 Portugal	0,349	2 624	2 369	3 011	3 440
144 Qatar	0,281	2 114	1 910	2 426	2 772
145 République arabe syrienne	–	–	–	–	–
146 République centrafricaine	–	–	–	–	–
147 République de Corée	2,260	16 994	15 347	19 502	22 282
148 République de Moldova	–	–	–	–	–
149 République démocratique du Congo	–	–	–	–	–
150 République démocratique populaire de Corée	–	–	–	–	–
151 République démocratique populaire lao	–	–	–	–	–
152 République dominicaine	–	–	–	–	–
153 République-Unie de Tanzanie	–	–	–	–	–
154 Roumanie	0,197	1 484	1 340	1 703	1 946
155 Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4,552	34 235	30 918	39 288	44 887
156 Rwanda	–	–	–	–	–
157 Sainte-Lucia	–	–	–	–	–
158 Saint-Kitts-et-Nevis	–	–	–	–	–
159 Saint-Marin	–	–	–	–	–
160 Saint-Siège	–	–	–	–	–
161 Saint-Vincent-et-les Grenadines	–	–	–	–	–

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU ajusté avec taux de recouvrement maximal de 22 %</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 1</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 2</i>	<i>Contributions des Parties pour 2023</i>	<i>Contributions des Parties pour 2024</i>
162 Samoa	–	–	–	–	–
163 Sao Tomé-et-Principe	–	–	–	–	–
164 Sénégal	–	–	–	–	–
165 Serbie	–	–	–	–	–
166 Seychelles	–	–	–	–	–
167 Sierra Leone	–	–	–	–	–
168 Singapour	0,483	3 636	3 283	4 172	4 767
169 Slovaquie	0,153	1 147	1 036	1 316	1 504
170 Slovénie	–	–	–	–	–
171 Somalie	–	–	–	–	–
172 Soudan	–	–	–	–	–
173 Soudan du Sud	–	–	–	–	–
174 Sri Lanka	–	–	–	–	–
175 Suède	0,903	6 792	6 133	7 794	8 905
176 Suisse	1,147	8 628	7 792	9 902	11 313
177 Suriname	–	–	–	–	–
178 Tadjikistan	–	–	–	–	–
179 Tchad	–	–	–	–	–
180 Tchéquie	0,310	2 331	2 105	2 675	3 057
181 Thaïlande	0,306	2 301	2 078	2 641	3 017
182 Timor-Leste	–	–	–	–	–
183 Togo	–	–	–	–	–
184 Tonga	–	–	–	–	–
185 Trinité-et-Tobago	–	–	–	–	–
186 Tunisie	–	–	–	–	–
187 Turkménistan	–	–	–	–	–
188 Turquie	1,367	10 277	9 281	11 795	13 475
189 Tuvalu	–	–	–	–	–

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU ajusté avec taux de recouvrement maximal de 22 %</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 1</i>	<i>Contributions des Parties pour 2022 Option 2</i>	<i>Contributions des Parties pour 2023</i>	<i>Contributions des Parties pour 2024</i>
190 Ukraine	–	–	–	–	–
191 Union européenne	2,492	18 741	16 924	21 506	24 572
192 Uruguay	–	–	–	–	–
193 Vanuatu	–	–	–	–	–
194 Venezuela (République bolivarienne du)	0,726	5 457	4 928	6 263	7 155
195 Viet Nam	–	–	–	–	–
196 Yémen	–	–	–	–	–
197 Zambie	–	–	–	–	–
198 Zimbabwe	–	–	–	–	–
Total	100,000	752 015,00	679 130,00	863 000,00	986 000,00

^a La résolution 73/271 de l'Assemblée générale relative au barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies stipule que le barème pour la période 2019–2021 serait fondé sur un taux de recouvrement maximum de 22 %.